



INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE ET DES ETUDES ECONOMIQUES ET DÉMOGRAPHIQUES - TOGO

BUREAU CENTRAL DU RECENSEMENT
CINQUIEME RECENSEMENT GENERAL DE LA POPULATION ET
DE L'HABITAT (RGPH5)

Manuel d'instruction du chef d'équipe

AVERTISSEMENT

Le présent manuel est votre guide de travail. Lisez-le attentivement, et assimilez son contenu. Consultez-le toutes les fois que vous doutez ou hésitez devant une situation sur le terrain. La qualité de votre travail aura un impact sur celle du dénombrement de la population et par conséquent sur la qualité des résultats du recensement. Pour cette raison, vous devez accomplir vos tâches dans le respect strict des instructions contenues dans le présent manuel et des directives verbales données dans certains cas, par votre superviseur.

En raison de la situation sanitaire liée à la pandémie de la covid 19, le travail sur le terrain doit se faire dans le strict respect des mesures barrières édictées par le Gouvernement.

Introduction

Le Cinquième Recensement Général de la Population et de l'Habitat (RGPH-5) a été institué par le décret N° 2018-176/PR du 10 décembre 2018 portant organisation d'un recensement général de la population et de l'habitat et des enquêtes post censitaires. Il vise principalement à rendre disponibles les données démographiques nécessaires à la planification du développement économique et social du Togo. Le RGPH-5 se distingue des opérations précédentes par le recours à la collecte numérique. En effet, au cours de ce recensement on utilisera essentiellement les Technologies de l'Information et de la Communication (TIC) à toutes les phases, particulièrement au niveau de la cartographie, du dénombrement de la population et de l'enquête post-censitaire (EPC). Pour ce faire, le personnel de terrain sera équipé de tablettes et d'ordinateurs portables. La réalisation de cette opération d'envergure nationale doit être bien planifiée et soigneusement mise en œuvre, de façon à produire des données fiables, pertinentes et à un coût raisonnable.

Dans la phase préparatoire du recensement, la cartographie occupe une place de choix en raison de son utilité dans l'organisation de la collecte, de l'analyse des données et la présentation des résultats. En effet, la collecte des données se fait par zones de dénombrement produites à l'issue des travaux cartographiques ; l'analyse des données et la présentation des résultats prennent en compte les entités administratives ainsi que les milieux de résidence urbain et rural.

L'objectif fondamental de la cartographie censitaire est d'assurer le découpage du territoire national en zones de dénombrement permettant une répartition équitable de la charge de travail entre différents personnels chargés de la collecte des données (agents recenseur, chefs d'équipe, contrôleurs, superviseurs) et le dénombrement exhaustif de la population du pays sans omission ni double compte.

Le présent manuel d'instruction est élaboré pour servir de guide de travail au chef d'équipe de cartographe sur le terrain.

Généralités sur le RGPH-5

Cadre légal

En conformité avec les dispositions de la Loi statistique n°2011-014 du 03 juin 2011 portant organisation de l'activité statistique au Togo, le RGPH-5 a été institué par le décret n°2018-176/PR du 10 décembre 2018 portant organisation d'un recensement général de la population et de l'habitat et des enquêtes intercensitaires au Togo. Ce décret fixe :

- les objectifs du recensement et la population cible ;
- les différentes opérations du recensement ;
- le champ du recensement ;
- les organes de pilotage et de mise en œuvre ;
- les contraintes et obligations de coopérer et de donner des réponses exactes par la population ;
- le caractère confidentiel des renseignements individuels qui seront recueillis ;
- l'obligation du respect du secret professionnel par toute personne qui participe au Recensement Général de la Population et de l'Habitat.

Objectifs du RGPH-5

L'objectif global du 5^{ème} RGPH est de mettre à disposition des utilisateurs des données actualisées fiables et pertinentes sur les caractéristiques de la population et de l'habitat en vue d'améliorer la planification du développement le suivi et évaluation des objectifs du Plan National de Développement (PND) de 2018 à 2022.

Les objectifs spécifiques du RGPH-5 sont les suivants :

- procéder à un comptage exhaustif de la population et à un inventaire des conditions d'habitation ;
- repérer, aussi précisément que possible, toutes les localités, notamment villes, villages, fermes, hameaux se trouvant dans les limites du territoire national en vue de l'établissement du répertoire des localités et des cartes actualisées ;
- déterminer la structure de la population par sexe, âge, branche d'activité et d'autres caractéristiques socio-culturelles ;
- produire les données pertinentes, fiables et actualisées sur les mouvements naturels et migratoires de la population ;
- constituer une base de sondage pour les enquêtes statistiques intercensitaires, y compris les enquêtes nationales de l'agriculture et de l'élevage ;
- mettre en place un système d'information géographique intégrant les infrastructures socio collectives de base pouvant servir d'outils d'aide à la décision dans le processus de décentralisation et de l'aménagement du territoire ;
- déterminer la couverture du territoire national en infrastructure socio collectives de base ;

- produire des données sur la situation sociale de la population y compris celle des populations vulnérables, notamment les personnes vivant avec un handicap, les orphelins, les sans-abris les enfants, personnes âgées à des niveaux géographiquement désagrégés ;
- produire les données pertinentes, fiables et à jour sur les caractéristiques de l'habitat et du cadre de vie de la population ;
- évaluer le niveau d'enregistrement des faits d'état civil au niveau géographique le plus fin ;
- fournir des données nécessaires pour l'analyse du dividende démographique.

Résultats attendus

Les résultats ci-dessous sont attendus du RGPH-5 :

- un recensement exhaustif de la population et un inventaire des conditions d'habitations sont réalisés;
- les fichiers de localités actualisés sont disponibles ;
- la structure actualisée de la population par sexe, par âge, par branche d'activité et d'autres caractéristiques socio-culturelles est connue;
- les données sur les mouvements naturels et migratoires de la population sont produites et disponibles;
- une base de sondage pour toutes les enquêtes statistiques intercensitaires, notamment les enquêtes nationales de l'agriculture et de l'élevage est constituée et disponible ;
- un système d'information géographique intégrant les infrastructures socio collectives de base pouvant servir d'outils d'aide à la décision dans le processus de décentralisation et de l'aménagement du territoire est mis en place ;
- la situation sociale de la population y compris celle des populations vulnérables, notamment les personnes vivant avec un handicap, les orphelins, les enfants, les personnes âgées et les femmes à des niveaux géographiquement désagrégés est décrites;
- les caractéristiques de l'habitat et du cadre de vie de la population sont connues;
- les niveaux, les structures et les tendances de la fécondité, de la nuptialité, de la mortalité et de la migration sont déterminées ;
- les capacités des acteurs du SSN impliqués dans l'exécution du recensement sont renforcées ;
- les inégalités spatiales de la couverture des infrastructures sont déterminées ;
- les atlas démographiques sont produits ;
- les cartes de peuplement et des infrastructures sont produites.

Principales étapes du RGPH-5

Les activités du RGPH-5 peuvent être regroupées en plusieurs étapes : i) les activités préliminaires, ii) les activités préparatoires, iii) la collecte des données, iv) les activités post dénombrement. Présente dans toutes les étapes du recensement, la communication censitaire est une activité transversale

Les travaux préparatoires comprennent les grandes activités suivantes :

- l'élaboration des documents techniques ;
- les travaux cartographiques ;
- le recensement pilote.

La collecte des données comprend :

- le dénombrement exhaustif de la population et des habitations ;
- l'enquête post- censitaire de couverture (EPC).

Les activités post dénombrement comprennent :

- le traitement des données issues du dénombrement ;
- l'analyse des données ;
- la diffusion et la publication des résultats ;
- l'archivage des données et de la documentation.

I- IMPORTANCE, OBJECTIFS ET STRATEGIE DE LA CARTOGRAPHIE DU RGPH-5

La qualité des travaux cartographiques détermine la réussite d'un recensement. Les objectifs de la cartographie censitaire du RGPH-5 sont les suivants :

- ✓ découper le territoire national du Togo en zones de dénombrement permettant une répartition équitable du travail entre les agents recenseurs ;
- ✓ fournir une estimation de l'effectif de la population ;
- ✓ garantir l'exhaustivité du dénombrement de la population ;
- ✓ planifier judicieusement le dénombrement (estimation des coûts et charges des différents intervenants, du matériel et de la logistique à déployer) ;
- ✓ faciliter le contrôle de la qualité du travail sur le terrain ;
- ✓ mettre à disposition les produits suivants qui sont d'une grande utilité : cartes de Zones de Dénombrement (ZD), cartes thématiques, base de sondage, liste des localités, fichier des concessions, fichier des données communautaires, etc.

Pour ce faire, la stratégie envisagée consiste à balayer systématiquement tout le territoire national en positionnant tous les sites habités par le relevé de leurs coordonnées géographiques à l'aide de GPS et en estimant l'effectif des habitants. Les localités dont la taille excède 500 habitants feront l'objet de croquis avec constitution d'îlots dont les effectifs de population seront déterminés en vue de permettre le découpage. Sur la base de ces données, on procédera au découpage en zones de dénombrement qui seront confiées chacune à un seul agent recenseur. Ces zones auront autant que possible la même charge de travail pour les agents de collecte.

Il sera également collecté des données sur les caractéristiques socio-économiques des villages/quartiers. La numérotation et le positionnement des concessions ainsi que le relevé des coordonnées géographiques des infrastructures telles que centres de santé et écoles seront effectués. Outre le respect des limites des unités administratives, les limites des zones de dénombrement/contrôle respecteront également les principes du découpage.

I- RÔLE ET RESPONSABILITE DU CHEF D'EQUIPE

Le chef d'équipe a pour mission essentielle de distribuer les tâches aux autres membres de l'équipe et de coordonner les travaux de terrain dans son aire géographique de contrôle. Il définit, après concertation avec les agents, les limites en vue du découpage des ZD.

Le chef d'équipe doit accomplir les tâches spécifiques énumérées ci-après :

- sensibiliser les autorités dans sa zone d'intervention (administratives, coutumières, religieuses,...) ;
- veiller au logement de l'équipe ;
- attribuer les tâches aux autres membres de l'équipe ;
- contrôler la qualité technique des documents (fonds de carte et plan de village) ;
- gérer le matériel d'enquête (Motos, tablettes, cartes, etc....) ;
- vérifier la complétude des dossiers (cartes) avant leur acheminement auprès du superviseur ;
- transférer les données des agents vers sa tablette et ensuite de sa tablette à celle du superviseur et au serveur central ;
- remplir les questionnaires communautaires ;
- découper les ZD ;
- récupérer à la fin des travaux, le matériel non fongible (cartes, tablettes, etc.) ;
- élaborer le rapport mensuel de l'état d'avancement des travaux.

NB Le chef d'équipe aura parfois à prendre des initiatives pour résoudre quelques problèmes dans le souci de faire avancer le travail sur le terrain ; mais rappelez-vous toujours que vos décisions ne doivent pas être en contradiction avec l'esprit des manuels mis à votre disposition et vous devez rendre compte à votre superviseur.

II- REMPLISSAGE DU QUESTIONNAIRE COMMUNAUTAIRE

II.1. Questionnaire communautaire

Le questionnaire communautaire est un document destiné à recueillir les informations concernant les données communautaires au niveau du village ou du quartier. Il est adressé au chef de village ou de quartier qui peut s'entourer de ses notables ou de personnes ressources afin d'apporter des réponses correctes.

Ce questionnaire doit être rempli par le chef d'équipe.

Il se présente en deux variantes :

- Le « *questionnaire Village* » pour recueillir les données communautaires au niveau des villages en milieu rural ;
- Le « *questionnaire Quartier* » pour consigner les données communautaires au niveau des quartiers en milieu urbain.

Le questionnaire communautaire comporte les rubriques suivantes :

- l'identification du quartier/village,
- la description du quartier/village,
- la structuration du quartier/village
- les voies d'accès au quartier/village ;
- les langues parlées ;
- les infrastructures du quartier/village (sanitaires, scolaires, eau et assainissement, éclairage public, télécommunication, socio-économiques, lieux de culte) ;
- les structures de gouvernance locale du quartier/village
- les principales cultures du quartier/village ;
- les principales activités du quartier/village.

SECTION : LOCALISATION

Variable (L1) REGION : Il s'agit de la région d'appartenance du village dans lequel vous administrez le questionnaire

Variable (L2) PREFECTURE : Il s'agit de la préfecture d'appartenance du village dans lequel vous administrez le questionnaire ;

Variable (L3) COMMUNE : Il s'agit de la commune d'appartenance du village dans lequel vous administrez le questionnaire

Variable (L4) CANTON : Il s'agit du canton d'appartenance du village dans lequel vous administrez le questionnaire

Variable (L5) : MILIEU DE RESIDENCE : Il s'agit du milieu de résidence du village (pour tous les villages, inscrire « rural »)

Variable (L6) : VILLAGE : C'est le nom du village dans lequel vous administrez le questionnaire.

Variable (L6.1) : AUTRES DENOMINATIONS DU VILLAGE : Il s'agit d'un autre nom du village s'il y en a

Variable (L6.2) : APPARTENANCE A UNE AGGLOMERATION DE VILLAGE : Il s'agit d'indiquer si le village appartient à une agglomération (plusieurs villages forment une seule localité ayant un nom).

Variable (L6.2.1) : SI OUI INSCRIVEZ LE NOM DE L'AGGLOMERATION : Il s'agit de renseigner le nom de l'agglomération à laquelle appartient le village.

Variable (L7) LOCALITE EST-ELLE CHEF-LIEU DE CANTON : Il s'agit de préciser si le village est chef-lieu de canton.

Variable (L8) NOM ET PRENOM DU CHEF OU REGENT : Il s'agit du nom et prénom du chef de village ou du régent

Variable (L9) CONTACT DU REpondant : Il s'agit du numéro de téléphone du chef de village/régent ou du répondant

Variable (L10) COORDONNEES : Il s'agit des coordonnées géographiques de latitude et longitude du village

Variable (L11) LIEU DE RELEVÉ DE COORDONNEES : Il s'agit d'indiquer le lieu de prise de coordonnées

SECTION : ACCESSIBILITE ET LANGUES PARLEES

Variable V2.1 : Est-ce que le village est accessible par ? Cochez la modalité correspondante (Oui/Non) : Il s'agit de cocher les différentes voies qui desservent le village. Il s'agit de :

- ✓ Route bitumée,
- ✓ Route revêtue de latérite (route secondaire non bitumée),
- ✓ Piste rurale,
- ✓ Sentier,
- ✓ Cours d'eau,
- ✓ Autres ; (à préciser)



Route revêtue de latérite



Piste rurale

Variable V2.2 : Est-ce que la voie d'accès est praticable toute l'année ? : (1=Oui ; 2= Non). Il s'agit de ressortir pour chacune des voies d'accès identifiées en V2.1, si elle est praticable toute l'année ou pas.

Variable V2.3 : Quelles sont les trois principales langues parlées par la majorité des habitants du village ? Choix multiple : encercler les codes de toutes des langues citées : Il s'agit des trois langues principalement parlées par les habitants de la localité. Poser la question et laisser le chef du village citer les langues. Elles peuvent être la langue des autochtones ou non.

SECTION : INFRASTRUCTURES

INFRASTRUCTURES SANITAIRES.

Variable V3.1 : Est-ce que le village dispose de : [Nom de l'infrastructure] (1= Oui ; 2 = Non) ?

Il s'agit de l'existence des infrastructures sanitaires dans le village. Les modalités sont :

Hôpital spécialisé, Autre Hôpital, Centre médico-social (CMS), Dispensaire/ Unité de Soins Périphérique (USP), Case de santé/poste de secours, Dépôts Pharmaceutiques et Autres (à préciser).

INFRASTRUCTURES SCOLAIRES OU DE FORMATION PROFESSIONNELLE.

Variable V3.2 : Est-ce que le village dispose de : [Nom de l'infrastructure] (1= Oui ; 2 = Non) ?

Il s'agit de l'existence des infrastructures scolaires ou de formation professionnelle dans le village. Les modalités sont :

Jardins d'enfants, Ecole primaire, Collège d'Enseignement Général, Lycée, Collège d'Enseignement Technique (CET), Centre de Formation Technique et Professionnelle (CFTP), Institut de Formation Agricole (IFAD, INFA DE TOVE), Ecole Nationale des Instituteurs (ENI), Centre de formation artisanale et Autres (à préciser).

SOURCES PUBLIQUES D'APPROVISIONNEMENT EN EAU DE CONSOMMATION.

Variable V3.3 : Est-ce que le village dispose de : [Nom de l'ouvrage] (1= Oui ; 2 = Non) ?

Il s'agit de l'existence des sources d'approvisionnement en eau de consommation publiques dans le village. Les modalités sont : Réseau de la TdE, Château d'eau, Forage (Pompe Motricité Humaine ou énergie (PMH)), Kiosque à eau, Puits protégé, Puits non protégé, Rivière / marigot, Retenue d'eau ou barrage, Source d'eau naturelle, autres (à préciser).

NB : La notion de « publique » concerne l'utilisation et non le statut de l'infrastructure.

OUVRAGES D'ASSAINISSEMENT PUBLICS.

Variable V3.4 : Est-ce que le village dispose de : [Nom de l'ouvrage] (1= Oui ; 2 = Non) ?

Il s'agit de l'existence des ouvrages d'assainissement publics dans le village :

✓ Toilettes à eau

Fosse septique :

Type de toilettes où l'eau chasse les déchets dans des canalisations qui se déversent dans une fosse septique située sous terre, hors des toilettes ou de la maison.

Fosse étanche :

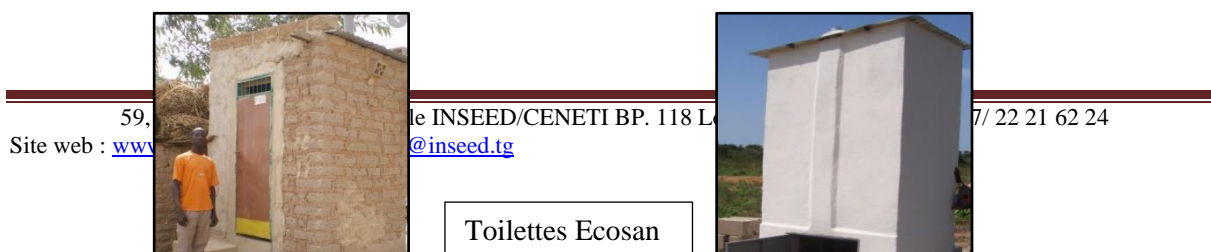
Des toilettes avec chasse d'eau comportent un réservoir ou un bac pour l'eau de la chasse, et un tuyau sous forme de U, situé en dessous du siège, qui crée un dispositif d'étanchéité pour empêcher le dégagement des mauvaises odeurs et des microbes.

Toilette à chasse manuelle :

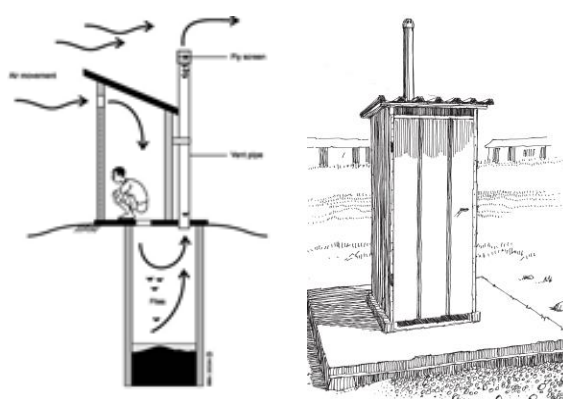
La chasse manuelle a aussi un dispositif d'étanchéité mais, contrairement à la chasse d'eau dont l'eau provient d'un réservoir, l'eau est versée à la main

Toilettes sèches (VIP, Ecosan) :

Il s'agit du type de latrines sèches, fonctionnant donc sans eau, le plus écologique séparant les fèces des urines et permettant de valoriser les déchets en les transformant en compost (excreta) ou en fertilisant liquide (urines) utilisables pour la fertilisation des sols ou des cultures. Voir figure ci-après :



Les latrines améliorées auto aérées ou LAA (VIP en anglais) sont des latrines avec une fosse disposant d'un tuyau d'aération qui sort au-dessus du toit. L'extrémité supérieure du tuyau est recouverte d'un grillage empêchant l'entrée des insectes



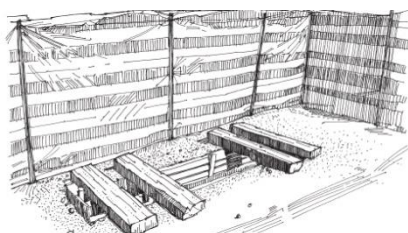
Toilette VIP

Toilettes traditionnelles :

Les excréments passent directement, sans évacuation, dans un trou dans le sol.



Toilette traditionnelle



NB : La notion de « publique » concerne l'utilisation et non le statut de l'infrastructure.

SOURCES D'ELECTRICITE UTILISEES

Variable V3.5 : Le village est-il alimenté par : [Nom de la source d'électricité] (1= Oui ; 2 = Non)

?

Il s'agit de l'existence des sources d'alimentation en électricité privées comme publiques dans le village. Les modalités sont : Energie Solaire, CEET, Groupe électrogène, Autres (à préciser).

RESEAUX DE TELECOMMUNICATIONS

Variable V3.6 : Le village est-il couvert par : [Nom du réseau] (1= Oui ; 2 = Non) ?

Il s'agit de l'existence des réseaux de télécommunications dans le village. Les modalités sont : Moov Africa, Togocom, Ligne fixe, Réseau étranger (à préciser), autres (à préciser).

STRUCTURES DE GOUVERNANCE LOCALE

Variable V3.7 : Le village dispose-t-il de : [Nom de la structure] (1= Oui ; 2 = Non) ?

Il s'agit de l'existence des structures de gouvernance locale dans le village. Les modalités sont : CVD (Comité villageois de développement), COGEP (Comité de gestion des établissements primaires), COGES/COGERES (Comité de gestion des établissements secondaires/ressources des établissements secondaires), Comité Eau, Association des Parents d'Elèves, Coopérative de Producteurs/Organisations paysannes, Brigade de gendarmerie/Poste de police, Intervention d'une ONG dans l'éducation, Intervention d'une ONG dans la santé, Intervention d'une ONG dans l'environnement, Intervention d'une ONG dans l'eau et assainissement, Intervention d'une ONG dans la protection de la femme et l'enfant, Intervention d'une ONG dans la formation professionnelle, autres (à préciser).

INTERVENTION DES ONG

Variable V3.8 : Y a -t-il des ONG qui interviennent dans le village dans le domaine de : [Domaine d'intervention] (1= Oui ; 2 = Non).

Les modalités sont : Education, Santé, Environnement, Eau et Assainissement, Protection de la femme, Protection de l'enfant, Formation professionnelle et Autres (à préciser)

INFRASTRUCTURES ET EQUIPEMENTS SOCIOECONOMIQUES, CULTURELLES ET DE LOISIRS

Variable V3.9 : Le village dispose-t-il de : [Nom de l'infrastructure] (1= Oui ; 2 = Non) ?

Il s'agit de l'existence des infrastructures et équipement socioéconomiques, culturelles et de loisirs dans le village. Les modalités sont :

Centre d'état civil, Marché, Station-service (station de vente de produit pétrolier), Unité industrielle, Bureau de poste (SPT), Centre d'accueil (Hôtel ; Motel ; Campement), Terrain de jeux appartenant à une école, Terrain de jeux hors d'une école (à usage communautaire), Complexe sportif (espace sportif aménagé pour plusieurs disciplines), Maison des jeunes, Plateforme Multifonctionnelle (PTMF), Moulin, Tracteur (à usage agricole), Bar/restaurant (ces bars doivent être bien aménagés et clairement identifiables), Boutique/Epicerie, Kiosque à eau, Bibliothèque, Banque/Institution de Microfinance (IMF), Poste de douane, Aire de stationnement, Point de transfert d'argent, Centre communautaire, Gare routière, Pylône de télécommunication (antenne), Site touristique, Magasin de stockage d'intrants, Magasin de stockage des produits agricoles, autres (à préciser).



Gare routière

EDIFICES DE CULTE

Variable **V3.9 : Quels sont les édifices de cultes dans le village ?** [Nom de l'édifice]

Il s'agit de l'existence des lieux de culte dans le village. Les modalités sont :

Couvent (couvent d'adepte de vodou), Temple/chapelle (église, loge), Mosquée, autres (à préciser).

PRINCIPALES PLANTES VIVRIERES CULTIVEES :

Céréales

Choix multiple : encercler les codes des céréales

Variable **V4.1.1 Quelles sont les trois principales céréales cultivées dans le village ?** [Nom de la céréale]

Il s'agit d'encercler les trois principales céréales cultivées dans le village.

Céréales : Mais, Mil/Sorgho, Fonio, Riz



Sorgho



Mil

Légumineuses

V4.1.2 Quelles sont les trois principales légumineuses cultivées dans le village ? [Nom de la légumineuse]

Choix multiple : encercler les codes des légumineuses

Il s'agit d'encercler les trois principales légumineuses cultivées dans le village :

Haricot, Voandzou, Soja, Arachides.

Tubercules

V4.1.3 Quels sont les trois principaux tubercules cultivés dans le village ? [Nom du tubercule]

Choix multiple : encercler les codes des tubercules

Il s'agit d'encercler les trois principaux tubercules cultivés dans le village :

Igname, Manioc, Patate-douce, Taro.

Cultures de rente

V4.1.4 Quelles sont les trois principales cultures de rente dans le village ? [Nom de la culture]

Choix multiple : encercler les codes des cultures de rentes

Il s'agit d'encercler les trois principaux tubercules cultivés dans le village :

Café, Cacao, Palmier à Huile, Coton, Ananas, Noix de cajou, Canne à sucre, Bananier, Cocotier, Avocatier, Manguier, Oranger, Citronnier, Aucune.

Cultures maraichères /Légumes

V4.1.5 Quelles sont les trois principales cultures maraichères /Légumes dans le village ? [Nom de la culture]

Choix multiple : encercler les codes des cultures maraichères/légumes

Il s'agit d'encercler les trois principaux tubercules cultivés dans le village :

Tomate, Piment, Gombo/Adémè, Oignon, autres légumes.

PRINCIPALES ACTIVITES DU VILLAGE

Choix multiple : encercler les codes des principales pratiquées dans le village

Variable V5.1 : Quelles sont les trois principales activités pratiquées dans le village ? [Nom de l'activité]

Il s'agit des principales activités exercées dans le village : Artisanat, Activité agricole, Pêche, Elevage, Commerce, Maraichage.

NB : Un questionnaire similaire sera administré au chef du quartier mais avec quelques différences.

III- CONTRÔLE DE QUALITE

C'est la responsabilité du chef d'équipe de s'assurer que le travail des agents est de bonne qualité. Vous devez suivre la procédure de vérification ci-dessous :

1. assurez-vous que toutes les localités/ilots du canton/quartier ont été couvertes en vérifiant la liste des localités renseignée par l'agent cartographe et la liste disponible dans votre tablette ;
2. exécutez un dénombrement indépendant d'un ilot par agent dans une localité déjà dénombrée ;
3. comparez les données collectées à celles des agents, en cas d'omission d'un ilot renvoyez l'agent sur le terrain ;

4. vérifiez l'exactitude de données (estimation des effectifs de la population, description des concessions,) ;
5. vérifiez que toutes les concessions et infrastructures sont géo localisées ;
6. si l'on trouve des omissions de concessions dans 5 pour cent ou plus des cas, rappelez la procédure de dénombrement à l'agent concerné et demandez-lui de refaire le travail. Si l'on trouve des omissions dans moins de 5 pour cent des cas, dites à l'agent de corriger les fiches de concessions.

IV- RAPPEL DU PRINCIPE DE DECOUPAGE DES ZONES DE DENOMBREMENT

L'objectif majeur de la cartographie censitaire est de diviser le pays en petites portions appelées « zone de dénombrement » qui sera confiée à un agent recenseur lors du dénombrement. Ce maillage du territoire facilitera la couverture exhaustive du territoire lors du dénombrement, de manière à éviter les omissions et double compte lors du dénombrement. Ce travail demande une grande attention de la part de tous les agents impliqués (cartographes, chef d'équipe et superviseur) qui en ont la pleine responsabilité.

Dans le cadre du 5ème RGPH, le découpage des zones de dénombrements sur le terrain se fera par quartier de Lomé/ville en milieu urbain et par canton en milieu rural.

Les équipes évolueront par préfecture. A l'intérieur de chaque préfecture, le déploiement des agents se fera par canton ou par quartier dans le district autonome du grand Lomé. Après la collecte des données cartographiques du canton ou du quartier, le chef d'équipe et le(s) cartographe(s) procéderont au découpage en ZD en tenant compte de la taille de la population des localités/ ilots, des difficultés d'accès et de la typologie de l'habitat.

4.1- Découpage en milieu urbain.

Pour le découpage en ZD en milieu urbain les agents devront :

- respecter les limites des quartiers ;
- identifier et numéroté toutes les concessions habitées, non habitées et en construction;
- matérialiser les types d'infrastructures (Hôpital, Université, école...);
- mettre à jour les ilots.

Une fois, tous les supports mis en place, et sur la base d'une moyenne de 800 à 1000 habitants par ZD en milieu urbain, on procède au découpage en ZD en tenant compte des critères suivants :

- une ZD doit appartenir entièrement à un quartier, c'est-à-dire ne peut être à cheval sur deux quartiers ; chaque portion du territoire du quartier doit appartenir à une et une seule ZD, d'où la nécessité d'avoir les limites administratives ;
- un îlot de concessions doit être à l'intérieur d'une seule ZD ;
- les tailles des ZD doivent être homogènes autant que possible ;
- il ne peut y avoir de discontinuité dans une ZD ;

L'agent cartographe doit éviter de découper une ZD en utilisant les portions de quartiers (cas de Lomé). Il est recommandé de considérer un quartier comme une seule ZD, même si sa taille est en dessous de la norme (800 à 1000 habitants). Cette recommandation n'est pas applicable pour le découpage des quartiers des villes de l'intérieur.

Une numérotation des ZD doit ensuite être faite suivant un raccrochage géographique et d'une manière séquentielle au niveau de l'assiette de découpage. Cette numérotation est faite de 001 à n à l'intérieur de la ville en tenant compte des limites et proximité des quartiers.

4.2- Découpage en milieu rural

Le découpage en milieu rural se fait à l'intérieur du canton. Pour se faire les agents cartographes doivent :

- Connaître les limites du village, hameaux/fermes. Les agents doivent se faire aider par les autorités locales pour avoir les limites exactes du village ;
- visiter et relever les coordonnées géographiques des unités d'habitation (villages et hameaux/fermes) et des infrastructures à l'aide de la tablette ;
- utiliser des éléments visibles (cours d'eau, lacs, fleuves, rivières, etc.) pour la délimitation ;

Le découpage en zone de dénombrement commence quand toutes les localités du canton ont déjà été visitées et les effectifs de population estimés.

Sur la base d'une moyenne de 600 à 800 habitants par ZD en milieu rural on procède au découpage en ZD en tenant compte des critères suivants :

- la taille de la ZD dans le canton doit être homogène autant que possible ;
- il ne peut y avoir de discontinuité dans une ZD (une ZD ne peut être séparée par une autre ZD);
- toutes les localités appartenant à la ZD doivent être matérialisées sur carte ;
- les localités d'une ZD doivent être reliées par au moins une voie de communication ;
- Les limites de ZD doivent être précises et que chaque ZD doit contenir les localités (villages, hameaux) qui la composent ;
- le découpage des ZD doit se faire de proche en proche et d'une manière séquentielle jusqu'à finir le canton.

Tout comme en milieu urbain, la numérotation des ZD dans le milieu rural est faite de 001 à n dans le canton suivant un raccrochage géographique et d'une manière séquentielle.

4.3 Cas particulier des gros villages

Pour le cas des gros villages, la méthode de découpage des ZD se fera comme en milieu urbain à savoir :

- la mise à jour à l'échelle du plan de village par le géo référencement des limites des ilots;
- l'élaboration d'un plan de village s'il en n'existe pas ;
- la numérotation séquentielle de toutes les concessions dans les ilots ;
- le report de la taille de population des ilots sur la carte ;
- le découpage des ZD selon la taille de la population des ilots.

Les ZD dans un gros village doivent dans la mesure du possible être découpées dans l'espace d'habitation dudit village. Par exemple un gros village dont la taille est supérieure à la norme (600-800 habitants) et inférieure à deux (2) ZD sera considéré comme une ZD ou ajuster pour que cela soit 2 ZD. Au cas contraire, une partie du village peut être rattaché à une entité ponctuelle (hameau/ferme).

NB : Toute localité dont l'effectif de population ne dépasse pas la taille d'une ZD, doit appartenir à une et une seule ZD.

4.4- Cas des zones non lotis à très dense population appelée souvent bidonvilles

Dans ces zones, les unités d'habitation sont tellement enchevêtrées les unes dans les autres qu'il n'est pratiquement pas possible de trouver une ligne de démarcation pour délimiter les ZD. Ces ZD seront considérées comme des ZD combinées et seront traitées comme telle. Une variable précisera le nombre de ZD mises ensemble. Un traitement spécifique sera fait au bureau concernant ces ZD sur la base de la taille des concessions.

La numérotation de ces ZD tiendra compte du nombre total de ZD combinée en marquant des sauts.

Exemple ZD 001 ; ZD 002 ; ZD 003 ; ZD 005.

Cela veut dire que la ZD 003 et ZD 004 sont combinées

V- DELIMITATION DES ZONES DE CONTROLE

La délimitation et la numérotation des zones de contrôle (ZC) sont effectuées après la délimitation de toutes les zones de dénombrement (urbaines et rurales) d'un canton ou d'un quartier.

La zone de contrôle doit former un bloc compact et comporter des voies de communication permettant de passer sans détour, d'une ZD à une autre.

Les ZC seront codées par les lettres de l'alphabet (A, B, C, ...) et devront regrouper 3 à 4 ZD.

VI- TRANSFERT DES DONNEES

Le chef d'équipe récupère les données de tous ses agents à la fin des travaux de chaque localité. Il transmet ces données collectées aux superviseurs et au serveur central suivant le protocole de transfert mis en place.